

Proposition de règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel

Date de la contribution : 05/08/2024

Introduction d'une régulation prudentielle de l'activité de fourniture d'électricité et de gaz naturel

Question 1 : Êtes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Les principes généraux exposés par la CRE vont dans le bon sens pour la résilience des fournisseurs ainsi que pour la protection de leurs consommateurs, nous alertons néanmoins quant aux barrières à l'entrée qu'ils vont représenter pour de nouveaux acteurs, à la fois du point de vue :

- Des moyens financiers importants que le respect de tels principes exige, moyens dont ne disposent généralement pas encore de nouveaux petits acteurs et qui peuvent prendre quelques années à construire
- De la charge administrative que les différents contrôles exposés vont représenter, charge qui demande des moyens humains conséquents dont disposent généralement les acteurs historiques du marché ayant la surface financière pour se les permettre, mais pas les nouveaux acteurs qui doivent entièrement allouer à l'exécution de leur opérations les ressources limitées dont ils disposent au départ

Dans ce contexte, nous recommandons d'envisager des tolérances pour la ou les premières années d'exercice de nouveaux fournisseurs.

Définition de l'obligation de couverture des fournisseurs

Question 2 : Sur la différenciation entre les types de consommateurs, êtes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE ?

Favorable

Question 3 : Êtes-vous d'accord avec la définition des offres entrant dans le périmètre de contrôle proposée par la CRE ?

Favorable

Question 4 : Êtes-vous d'accord avec la proposition de la CRE, à savoir la mise en place d'un double contrôle portant à la fois sur un contrôle ex-post et un contrôle prévisionnel des obligations de couverture ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Nous sommes d'accord avec le principe de double contrôle, mais pas avec le fonctionnement du contrôle ex-post tel que présenté dans l'exemple. En effet pour des offres à prix fixe sur 12 mois :

- Au cours de l'année N-1, un fournisseur ne devrait être tenu de se couvrir que pour les 12 mois à venir, pas pour l'intégralité de l'année N. Par exemple, à fin août N-1, les volumes assujettis à l'obligation prudentielle sur l'année N ne devraient être que ceux allant du 1er janvier N au 31 août N, sans obligation de couverture de septembre à décembre de l'année N
- Par ailleurs, cela n'est pas clarifié dans le document de consultation mais nous soulignons qu'un fournisseur ne devrait être tenu de couvrir la consommation à venir de chaque client que pour la part restante de sa

Comparelec

période d'engagement de prix fixe. Par exemple, pour une offre à prix fixe pendant 12 mois, si un client donné a rejoint le portefeuille du fournisseur au 1er juin N-1, alors au 1er janvier N il ne reste que 5 mois d'engagement de prix du fournisseur auprès de ce client donné. Ne pas prendre en compte ce paramètre important à la maille de chaque client imposerait aux fournisseurs de se sur-couvrir sans nécessité (avec les coûts que cela engendre) au-delà de leurs engagements

Par ailleurs, si ce dispositif devait être implémenté dès 2025, il nous apparaît essentiel de clarifier la manière dont l'ARENH sera comptabilisée pour les contrôles ex-post. Par exemple, quel écrêtement considérer pour l'année N au cours de l'année N-1, sachant que l'écrêtement final n'est déterminé qu'à fin novembre N-1 ?

Enfin, nous alertons sur la charge administrative que pourrait représenter ce guichet et prions la CRE de le rendre le plus simple et fluide possible, la fin d'année étant déjà la période la plus intense pour les fournisseurs (fin d'exercice financier, construction des budgets, guichet ARENH, etc.)

Question 5 : Un contrôle au pas de temps annuel vous semble-t-il suffisant ? Un contrôle semestriel pour couvrir chaque saison serait-il davantage approprié ?

Un contrôle au pas de temps annuel nous apparaît suffisant car sa composante ex-post couvrira le suivi de l'approvisionnement du fournisseur mois par mois sur l'intégralité de l'année N-1, et l'année N sera couverte de la même manière par le contrôle ex-post de l'année N+1. Par ailleurs une fois de plus, il nous apparaît essentiel de limiter autant que possible la charge administrative que représentera un tel contrôle.

Question 6 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les périodes d'évaluation des couvertures ?

Favorable

Question 7 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le dimensionnement des obligations minimales de couverture ?

Défavorable

Commentaire :

Un taux de couverture minimum obligatoire à 97% nous semble excessif dans la mesure où :

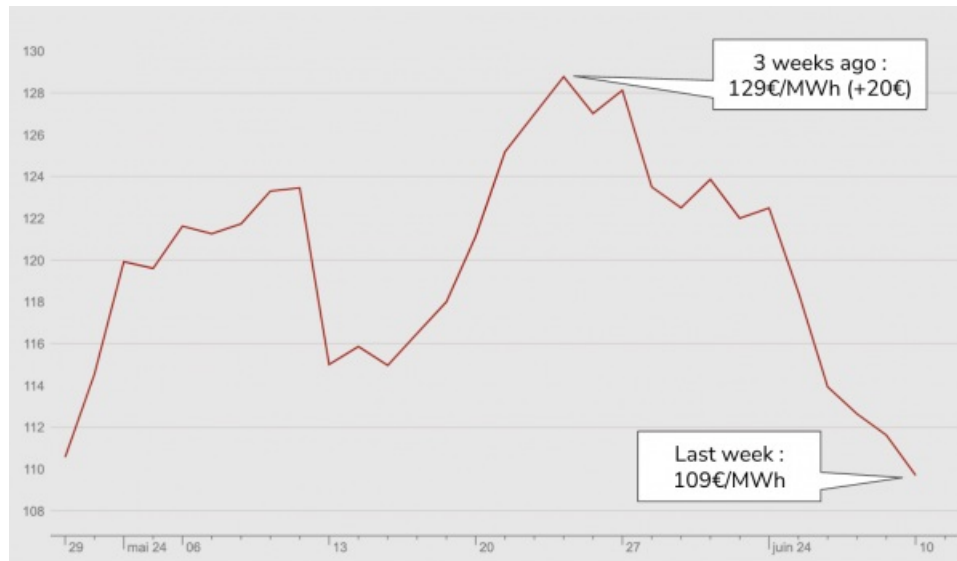
- Il est fréquent que le marché sur-réagisse à des événements politiques, économiques ou industriels pendant quelques jours, les prix sur le marché de gros pouvant alors varier sensiblement d'une semaine à l'autre sans véritable tendance de fond sous-jacente (de 15 voire 20%, cf. capture d'écran jointe), il faut donc qu'un fournisseur puisse patienter quelques semaines avant de se sourcer. Cette période de temporisation peut l'amener à avoir intérêt à approvisionner son reste à couvrir plutôt en début de mois M+1 qu'en fin de mois M (moment où le contrôle ex-post est réalisé), ce que ne permettrait pas l'obligation d'un taux d'approvisionnement à 97% à chaque fin de mois pour la période prudentielle à considérer
 - De manière générale, un taux à 97% ne laisserait que trop peu de flexibilité aux fournisseurs quant à leur stratégie et timing d'approvisionnement
- Par ailleurs, les produits de couvertures les plus courants et liquides ne s'approvisionnent sur le marché qu'à un pas de 1MW minimum. Pour les fournisseurs ayant un portefeuille de taille modeste, ce pas d'approvisionnement peut représenter rapidement 10% voire 20% de la consommation totale de leur portefeuille sur certaines périodes de l'année, rendant impossible l'atteinte d'un taux d'approvisionnement à 97% sans dépasser les 100% et donc se sur-couvrir
- Enfin, conserver un taux de couverture moins élevé mais responsable, 90% par exemple, ne devrait pas attenter à la pérennité des fournisseurs qui :
 - Sont en capacité de réagir rapidement et d'approvisionner les 10% restants en cas de signal de hausse rapide des prix sur le marché. Même les hausses les plus soudaines mettent plusieurs jours à opérer et, même si le marché bascule à +500% comme ce fut le cas en 2022, un fournisseur réagissant rapidement ne devrait accuser qu'une hausse de +50 à +100% de ses coûts d'approvisionnement sur

Comparelec

ces 10%

- Devraient quoiqu'il arrive avoir les capacités financières nécessaires pour absorber une hausse de leur coûts d'approvisionnement sur les 10% d'approvisionnement restants

Un taux de couverture minimum à 90% nous apparaît bien plus proche de la réalité opérationnelle et des nécessités de bonne gestion économique des fournisseurs.



Question 8 : En vous appuyant sur des analyses quantitatives étayées dans la mesure du possible, partagez-vous la prise en compte du risque d'attrition telle que proposée par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

Dans le cas de contrats n'incluant pas d'IRA, le taux d'attrition annuel de 10 à 15% nous apparaît très fortement sous-estimé :

- D'expérience un fournisseur, à minima un fournisseur récent sur le marché, acquiert naturellement entre 10 et 15% de clients ne payant pas leurs factures, représentant déjà à eux seuls 10 à 15% d'attrition annuelle (à l'initiative du fournisseur mettant fin aux contrats concernés après respect des différents délais et démarches requis légalement)
- En sus, le reste du portefeuille d'un fournisseur présente un taux d'attrition annuel pouvant aller de 25 à 50% en fonction de sa politique commerciale et de celle des autres fournisseurs

Plutôt que de choisir un taux d'attrition unique au risque d'imposer une sur-couverture aux fournisseurs, nous recommandons vivement de demander à chaque fournisseur de transmettre à la CRE les données d'attrition annuelle correspondant à sa situation propre, quitte à ce que ces estimations soient contrôlées ex-post, afin de prendre correctement en compte la grande variabilité de taux d'attrition entre des fournisseurs de situations différentes.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les prérequis nécessaires pour chaque moyen de couverture explicite ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Nous sommes à priori favorables, mais aurions besoin de davantage de précisions concernant les "analyse de risques de contrepartie" attendues dans le cas d'approvisionnement en gré à gré (ou "Over the Counter") de produits physiques ou financiers (selon notre compréhension, cas tombant dans la catégorie "3.3.3. Couverture par des produits du marché de gros" > "L'approvisionnement via une société tierce")

Comparelec

Question 10 : Pensez-vous pertinent d'adapter les niveaux d'obligation pour couvrir les risques inhérents à chaque produit de couverture ?

Défavorable

Commentaire :

Cela ne nous semble pas pertinent car mènerait inévitablement à des sur-couvertures, qui ont un coût important pour les fournisseurs tant en charges qu'en besoin de disponibilités financières, sans mieux protéger les fournisseurs. En effet, si un produit de couverture est annulé ou doit être abandonné, il doit généralement l'être dans la totalité de ses volumes (e.g. faillite de contrepartie) et s'en être approvisionné davantage n'offre aucune protection complémentaire.

Question 11 : Estimez-vous utile de prévoir la possibilité d'appliquer un taux d'abattement graduel, plutôt que de rejeter les couvertures offrant un degré de fiabilité insatisfaisant ?

Défavorable

Commentaire :

Nous estimons cette possibilité contre-productive pour la même raison qu'à la question précédente.

Question 12 : Identifiez-vous d'autres types de produits susceptibles de remplir l'obligation de couverture ?

Il nous semble que cela est déjà couvert dans la consultation par la phrase "ainsi que les couvertures physiques ou financières achetées sur le marché de gros", mais si ce n'était pas le cas devraient être comptabilisés comme produits susceptibles de remplir l'obligation de couverture :

- Les swaps financiers en gré à gré
- Les options (que ce soit en produits physiques ou financiers)

Evaluation des capacités financières des fournisseurs

Question 13 : Quels indicateurs financiers sont suivis régulièrement au sein de votre société pour évaluer la capacité à résister aux aléas de votre activité ?

Question 14 : Les éléments comptables et financiers qui seraient collectés par la CRE permettent-ils à votre sens d'évaluer correctement la capacité financière de la société à résister aux aléas ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Les éléments demandés sont pour la plupart d'importants indicateurs de la capacité financière, néanmoins nous alertons la CRE quant au risque d'appliquer un même modèle d'évaluation de la solidité financière à tous les fournisseurs, et à la barrière à l'entrée sur le marché que cela pourrait représenter pour de nouveaux acteurs. Par exemple, un fournisseur en phase de croissance de portefeuille doit nécessairement investir davantage de ses fonds dans l'acquisition de clients, et lui demander le même niveau de capacité financière qu'un acteur historique et stable ne serait pas réaliste. Ce type de contexte est à intégrer à l'évaluation au même titre que toute information comptable.

Nous partageons par ailleurs quelques détails d'importance à considérer :

- Tous les fournisseurs n'ont pas le même calendrier comptable et ne publient pas leurs comptes au même moment dans l'année. Demander à un fournisseur de faire évoluer son calendrier comptable n'étant pas envisageable (lourd de conséquences et de charge administrative), le dispositif devra être suffisamment flexible pour prendre cette variabilité en compte
- Certains fournisseurs sont détenus par une maison-mère leur garantissant une partie de leur capacité

financière. Les éléments comptables et financiers de cette maison-mère sont alors à prendre en considération en complément de ceux de la filiale fournisseur

De plus, nous partageons notre vive inquiétude quant à ce que ces données puissent être utilisées à d'autres fins qu'à la simple évaluation de la capacité financière des sociétés à résister aux aléas, et au risque afférent d'ingérence de la CRE dans les activités des fournisseurs alternatifs au-delà de son périmètre d'action (par exemple concernant le partage des plans d'affaires). De solides garanties à ce sujet seraient rassurantes.

Enfin, nous soulignons qu'en fonction du niveau de détail attendu pour les différents éléments et de leur niveau de correspondance exacte ou non avec ce qui est déjà produit en interne, leur production pourrait représenter une charge de travail supplémentaire conséquente pour les fournisseurs (comme nous avons pu l'expérimenter notamment avec les différents guichets de Compensation). Nous espérons que tout le possible sera fait pour simplifier autant que possible le dispositif côté fournisseurs. Vous en avez certainement déjà conscience, mais nous en profitons pour vous signaler la charge de travail particulièrement importante côté CRE (et les besoins de réactivité) que va nécessiter le traitement de tous les documents / données / informations recueillis.

Suivi de la politique de gestion des risques et de la gouvernance

Question 15 : La liste des risques spécifiques à l'activité de fourniture proposée par la CRE vous paraît-elle exhaustive ?

Favorable

Question 16 : Partagez-vous les mesures organisationnelles (gestion des ressources humaines et gouvernance), proposées par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

- Limiter l'accès aux postes de direction uniquement à des personnes justifiant d'une expérience dans le secteur de l'énergie serait un frein à la fois à l'innovation, à l'apport de pratiques intéressantes venant d'autres secteurs (comme la CRE le fait elle-même à juste titre dans le cadre de l'écriture de cette réglementation prudentielle) ainsi qu'à l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché
- L'obligation de dissociation du responsable de gestion des risques et du directeur général de la société n'est financièrement pas réaliste pour les plus petites structures; le recrutement d'un responsable de gestion des risques d'un niveau direction et démontrant son expérience dans la gestion de risques liée aux marchés de l'énergie pouvant par ailleurs représenter une charge financière conséquente pour une entreprise